



GUIDE MÉTHODOLOGIQUE

pour les évaluations financières de la lutte contre le changement climatique

ANNEXE I. GLOSSAIRE DES TERMES UTILISÉS DANS LES ÉVALUATIONS FINANCIÈRES DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



À propos du PNUD

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète. Pour en savoir plus, consultez le site undp.org/fr et suivez [@UNDP](https://twitter.com/UNDP).

À propos de la Promesse climatique du PNUD

La Promesse climatique («Climate Promise») du PNUD est le plus grand portefeuille de soutien à l'action climatique du système des Nations Unies, travaillant avec plus de 140 pays et territoires et bénéficiant directement à 37 millions de personnes. Ce portefeuille met en œuvre plus de 2,45 milliards de dollars de subventions et s'appuie sur l'expertise du PNUD en matière d'adaptation, d'atténuation, de marchés du carbone, de climat et de foresterie, de risques et de sécurité climatiques, ainsi que de stratégies et de politiques climatiques. Visitez notre site web à climatepromise.undp.org/fr et suivez-nous sur [@UNDPplanet](https://twitter.com/UNDPplanet).

À propos de cette publication

La présente méthodologie d'évaluation financière actualise la précédente publiée en 2009. Elle a pour objectif d'aider les pays à atteindre leurs cibles climatiques ; à déterminer, redistribuer, mobiliser et gérer les ressources financières requises ; et à créer un cadre fiscal propice à l'action climatique.

L'actualisation de cette méthodologie a été élaborée par le programme *Pledge to Impact* dans le cadre de l'initiative Climate Promise (Promesse climatique) du PNUD. Menée en collaboration avec de nombreux partenaires, l'initiative a soutenu plus de 120 pays dans le renforcement et la mise en œuvre de leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. Le programme Pledge to Impact bénéficie du soutien généreux des gouvernements d'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Islande, des Pays-Bas, du Portugal et d'autres contributeurs clés du PNUD. Ce programme sous-tend la contribution du PNUD au Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national (Partenariat CDN).

Avis de non-responsabilité de l'ONU

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur(e) et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris du PNUD, ou des États membres de l'ONU.

Copyright ©UNDP 2026. Tous droits réservés. One United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique.

CLIMATE
PROMISE



Ministry for Foreign Affairs



+ UNDP's
Core Donors

Pourquoi ce guide ?



Tandis que les pays définissent leurs objectifs nationaux en matière de changement climatique, notamment par le biais des Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, il est nécessaire de décomposer ces objectifs en mesures concrètes, d'établir un cadre financier pour la mise en œuvre de ces mesures et la réalisation de ces objectifs, et de déterminer quelles mesures politiques permettraient de faciliter les changements nécessaires à un développement sobre en émissions et à un avenir moins pollué par le carbone.

Un élément clé pour soutenir cette transformation consiste à évaluer les flux d'investissements et les flux financiers nationaux au profit de la lutte contre le changement climatique. De nombreux pays ont utilisé cette méthode pour formuler une réponse nationale efficace et adaptée au changement climatique.

Le présent Guide répond à la nécessité pour les pays d'adopter une démarche claire qui leur permette de soutenir la mise en œuvre de leurs objectifs climatiques nationaux dans le contexte du développement durable et qui tienne dûment compte de leurs circonstances, capacités et ressources nationales.

Entre 2008 et 2024, 60 évaluations des flux d'investissements et des flux financiers ont été menées à travers le monde, avec plus de 1000 parties prenantes nationales impliquées dans les aspects techniques et politiques de ces évaluations. Depuis l'adoption de l'Accord de Paris et l'élaboration des CDN, la méthodologie a aidé les pays à se servir des évaluations financières pour esquisser une feuille de route de la mise en œuvre des CDN.

Bien que cette méthodologie ait été initialement élaborée en 2008, elle a été actualisée en 2025. Ce Guide est un document évolutif, qui continuera d'être amélioré en fonction de l'expérience de ses utilisateurs. Au fil des ans, la méthodologie utilisée pour mener à bien les évaluations financières de la lutte contre le changement climatique a été continuellement revue et mise à jour de manière à la rendre plus lisible et plus facile à mettre en œuvre et à en élargir la portée sectorielle. Les commentaires sont les bienvenus. N'hésitez pas à envoyer vos commentaires à Susanne Olbrisch (susanne.olbrisch@undp.org).

Pour plus d'informations, consultez le site
<https://climatepromise.undp.org/tags/investment-and-financial-flows-assessments>.

Annexe I. Glossaire des termes utilisés dans les évaluations financières de la lutte contre le changement climatique

D'autres définitions pouvant servir à la préparation des évaluations financières figurent dans les [Lignes directrices 2006 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\) pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre](#).

Actifs : Entités qui fonctionnent comme des réserves de valeur et sur lesquelles les droits de propriété sont exercés par des unités institutionnelles, individuellement ou collectivement, et à partir desquelles leurs propriétaires peuvent tirer des avantages économiques en les détenant ou en les utilisant pendant une certaine période. Les avantages économiques se composent des revenus primaires provenant de l'utilisation de l'actif et de la valeur, y compris les gains et pertes éventuels sur la détention qui pourraient être réalisés en cédant l'actif ou le résiliant (System of National Accounts, 93)..

Actifs cultivés : Actifs permettant d'obtenir des produits de manière répétée, qui sont sous le contrôle, la responsabilité et la gestion directs d'unités institutionnelles. Comme exemples, citons le bétail destiné à l'élevage, à la production laitière, au trait, etc., les vignobles, les vergers et autres plantations d'arbres.

Actifs non financiers : Entités sur lesquelles les droits de propriété sont exercés par des unités institutionnelles, individuellement ou collectivement, et à partir desquelles leurs propriétaires peuvent tirer des avantages économiques en les détenant ou en les utilisant pendant une certaine période, qui consistent en des actifs corporels, produits ou non, et la plupart des actifs incorporels pour lesquels aucun passif correspondant n'est comptabilisé.

Adaptation : Ajustements des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques actuels ou attendus ou à leurs effets, qui modèrent les dommages ou exploitent les effets bénéfiques (GIEC, 2007). On distingue différents types d'adaptation, décrits ci-après.

- *Adaptation par anticipation (ou adaptation proactive) :* Adaptation qui a lieu avant que les effets du changement climatique ne soient observés.
- *Adaptation autonome (ou adaptation spontanée) :* Réaction inconsciente au changement climatique, déclenchée par des variations spontanées dans un système naturel et/ou dans les systèmes humains.
- *Adaptation projetée :* Adaptation qui résulte d'une décision politique délibérée, fondée sur les connaissances disponibles indiquant que les conditions ont changé ou sont sur le point de changer et qu'une action est nécessaire pour revenir à un état souhaité, le maintenir ou l'atteindre (GIEC, 2017).

Administration centrale : Organe doté d'une autorité politique qui s'étend sur l'ensemble du territoire du pays. Une administration centrale a le pouvoir d'imposer des taxes à toutes les unités résidentes et non résidentes engagées dans des activités économiques au sein du pays.

Administrations (publiques): On entend par administration (publique) les autorités nationales, provinciales, régionales et locales d'un pays. Elles investissent dans des actifs à long terme, tels que les infrastructures de transport, l'approvisionnement en eau, les écoles et les hôpitaux, les infrastructures côtières, et les écosystèmes naturels. Ces administrations publiques contribuent généralement à hauteur de 10 à 15 % de l'investissement total dans les actifs physiques d'un pays.

Aide publique au développement (APD): Elle comprend les prêts comportant une composante de subvention d'au moins 25 % (calculée à un taux d'escompte de 10 %). Seuls les flux de l'APD liés aux infrastructures dans différents secteurs définis dans la base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE sont pris en compte pour l'analyse des investissements matériels (CCNUCC, 2007 ; OCDE, 2007).

Aide publique au développement (APD) nette: Débours de prêts à des conditions concessionnelles (nets de remboursements du principal) et des subventions par les organismes officiels des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par les institutions multilatérales et par les pays non membres du CAD (CCNUCC, 2007 ; OCDE, 2007).

Atténuation: Intervention anthropique visant à réduire les sources de GES ou à en renforcer les puits (GIEC, 2007).

Banque centrale: Institution financière publique qui fait office d'autorité monétaire émettant des devises (billets de banque et parfois pièces de monnaie) et pouvant détenir tout ou partie des réserves internationales du pays.

Capacité d'adaptation: Potentiel ou capacité d'un système à s'adapter (à se modifier pour mieux convenir) à des stimuli climatiques ou à leurs effets ou impacts. Smit et coll. (2001) recensent six facteurs déterminants de la capacité d'adaptation : 1) les ressources économiques ; 2) la technologie ; 3) l'information et les compétences ; 4) les infrastructures ; 5) les institutions ; et 6) l'équité. L'incertitude entourant la capacité d'adaptation est l'une des principales limites à l'estimation des coûts de l'adaptation.

Captage et stockage du dioxyde de carbone (CSC): Ensemble de technologies utilisées pour recueillir le dioxyde de carbone (CO₂) provenant des processus industriels et de la production d'électricité, pour le séparer et le purifier, pour le transporter vers un site de stockage et pour le comprimer sous une forme adaptée au stockage. Le CSC est une stratégie d'atténuation qui consiste à piéger le dioxyde de carbone (CO₂) provenant de sources d'émission ponctuelles importantes et à stocker ces émissions au lieu de les rejeter dans l'atmosphère. Le CSC peut contribuer à la réduction des émissions obtenue dans le cadre d'un scénario d'atténuation. Toutefois, le développement de technologies liées au captage du CO₂ reste nécessaire avant de pouvoir généraliser la mise en œuvre du CSC.

Compatibilité nationale: Cadre conceptuel complet et cohérent permettant de mesurer l'activité économique d'un pays. Les comptes nationaux présentent dans les grandes lignes les activités de production, de recette et de dépense des acteurs économiques (sociétés, administrations et ménages) dans une économie donnée, y compris leurs relations avec les économies et les richesses d'autres pays. Les comptes nationaux sont coordonnés et mis à jour par la section de compatibilité nationale de la Division de statistique des Nations Unies.

La dernière année pour laquelle les données de compatibilité nationale sont disponibles pour un grand nombre de pays est 2025. De nombreux pays déclarent des sources et/ou des secteurs économiques en fonction des définitions convenues au niveau international. Le tableau ci-dessous en présente la répartition.

Sources	Secteurs économiques
Ménages	L'agriculture, la chasse, la foresterie et la pêche
Administrations publiques	L'exploitation minière et l'exploitation de carrière
Sociétés financières	La fabrication
Sociétés non financières	L'approvisionnement en électricité, gaz et eau
	Les transports, le stockage et les communications
	L'intermédiation financière, l'immobilier, la location et les activités commerciales
	La construction
	Le commerce de gros et de détail, la réparation de véhicules automobiles, des motocycles, etc., les hôtels et les restaurants
	L'administration publique et la défense, la sécurité sociale obligatoire
	L'éducation, la santé et le travail social, autres services communautaires, sociaux et personnels

Remarque: les dix secteurs économiques pour lesquels des données sont disponibles ne correspondent pas toujours aux secteurs utilisés pour l'analyse des mesures d'atténuation et d'adaptation. L'agriculture et la foresterie, par exemple, sont analysées séparément dans les évaluations financières, mais font partie du même secteur économique dans la compatibilité nationale.

Compte: Relevé des transactions récentes et du solde qui en résulte. Un compte est un outil qui enregistre les données d'un aspect particulier de la vie économique : (a) les utilisations et les ressources ; (b) les variations au niveau des actifs et des passifs ; et/ou (c) le stock d'actifs et de passifs disponibles à un moment donné. Les comptes d'opérations comprennent un élément d'équilibrage qui sert à égaliser les deux côtés de la comptabilité (par ex., les ressources et les utilisations) et qui constitue, en soi, une mesure significative de la performance économique.

Compte de capital: Compte qui enregistre toutes les transactions portant sur des actifs non financiers.

Déficit d'adaptation: Défaut de capacité d'adaptation face au changement et à la variabilité climatiques. Il est important de combler les éventuelles insuffisances au niveau de l'adaptation avant d'entreprendre de nouvelles activités d'adaptation.

Dépense en capital (« capex », abréviation tirée de l'anglais): Dépense engagée lorsqu'une entreprise dépense de l'argent, soit pour acheter des actifs immobilisés (immobilisations), soit pour ajouter à la valeur d'un actif immobilisé dont la durée de vie utile dépasse l'année d'imposition. Les dépenses en capital sont utilisées par une entreprise pour acquérir ou moderniser des actifs physiques, tels que des équipements, des biens ou des bâtiments.

Dans l'industrie pétrolière par exemple, une dépense en capital peut concerner l'acquisition ou la modernisation des actifs physiques utilisés pour la production de pétrole, tels que les raffineries, ou son transport comme les oléoducs. Dans l'industrie gazière, une dépense en capital peut correspondre par exemple aux dépenses réalisées pour acquérir des usines de liquéfaction du gaz naturel.

Dettes (emprunts internationaux): Tout capital généré au-delà des frontières ou de nature extraterritoriale. La dette constitue une importante source de financement supplémentaire qui fournit des ressources aux emprunteurs ayant démontré leur capacité de remboursement. La dette internationale englobe les prêts accordés par les banques commerciales et les ventes d'obligations sur le marché des capitaux. Les prêts de banques commerciales couvrent en général des périodes allant de quelques jours à quelques années. Les obligations présentent habituellement des échéances plus longues, pouvant aller jusqu'à plusieurs décennies. Les prêteurs souhaitent généralement prendre peu de risques et sont prêts à accepter des rendements inférieurs à ceux des investisseurs en capitaux propres.

Entreprise d'investissement direct étranger: Entreprise constituée ou non constituée en société, dans laquelle un investisseur direct non résident détient plus de 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société).

Équipement de transport (en tant qu'actifs): Matériel destiné au transport de personnes et d'objets, autre que celui acquis par les ménages pour leur consommation finale.

Estimation des coûts de l'adaptation: Variation du total des investissements et des flux financiers dans les mesures qui affectent les émissions de GES entre le scénario de référence et le scénario cible.

Estimation des coûts de l'atténuation: Variation du total des investissements et des flux financiers dans les mesures qui ont une incidence sur les émissions de GES entre le scénario de référence et le scénario cible.

Flux (économiques): Rendent compte de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction de la valeur économique. Ils impliquent des modifications dans le volume, la composition ou la valeur des actifs et des passifs d'une unité institutionnelle.

Flux financier: Un flux financier implique une dépense continue liée à l'atténuation du changement climatique ou à l'adaptation à celui-ci, qui ne suppose pas d'investissement ou d'acquisition d'actifs physiques, comme la gestion des forêts ou les soins de santé.

Fonds propres: Actif impliquant la propriété d'un bien après le règlement de toutes les dettes associées à ce bien.

Formation brute de capital (investissement brut): Valeur totale de la formation brute de capital fixe, des variations de stocks et des acquisitions, moins les cessions d'objets de valeur pour une unité ou un secteur.

Formation brute de capital fixe (FBCF): Dépenses consacrées à de nouveaux actifs physiques dans un pays au cours d'une année donnée et telles que déclarées dans la comptabilité nationale d'un pays. La FBCF est mesurée par la valeur totale des acquisitions (moins les cessions) d'actifs immobilisés au cours de la période comptable par un producteur, plus certains ajouts à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou les améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité des terres) réalisés par l'activité productive des unités institutionnelles. Les sources de FBCF pour lesquelles les données sont généralement disponibles sont: 1) les ménages (y compris les institutions à but non lucratif); 2) les sociétés (financières et non-financières); et 3) l'administration (Base de données de la Banque mondiale, 2006a; et UNSTAT, 2006). Les données de la Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (UNSTAT) ont été utilisées pour les pays pour lesquels aucune donnée ne figure dans le rapport sur les indicateurs du développement dans le monde (WDI). Les données exprimées dans la monnaie nationale peuvent être converties en dollars américains à l'aide des taux de change tirés de la base de données des statistiques financières internationales (IFS) du FMI. Les valeurs manquantes peuvent être estimées à l'aide d'une équation de régression. Une analyse de régression a été réalisée à l'aide des valeurs de FBCF observées avec le PIB comme variable explicative.

Gestion adaptative: Gestion qui cherche à utiliser les interventions managériales comme un outil permettant d'analyser de manière stratégique le fonctionnement d'un écosystème. Les interventions sont conçues pour tester les principales hypothèses relatives au fonctionnement de l'écosystème. La gestion adaptative détermine les incertitudes, puis crée des méthodologies pour tester les hypothèses relatives à ces incertitudes. Cette démarche managériale est envisagée non seulement comme un outil permettant de faire évoluer le système, mais également comme un moyen d'en apprendre davantage sur le système. La gestion adaptative se préoccupe de la nécessité d'apprendre et du coût de l'ignorance, tandis que la gestion traditionnelle se concentre sur la nécessité de préserver et sur le coût de la connaissance.

Intensité des GES: Émissions par unité de production.

Investissement: Achat par un producteur d'un actif physique, tel qu'un équipement durable ou des stocks, dans l'espoir d'améliorer ses activités commerciales futures ou dans l'attente de rendements futurs favorables, comme le coût d'investissement d'une installation photovoltaïque ou d'un système d'approvisionnement en eau.

Investissement direct étranger (IDE): Investissement international qui reflète l'objectif d'une entité résidente dans une économie donnée d'obtenir un intérêt durable dans une entreprise résidente dans une autre économie (Banque mondiale, 2006a). Étant donné que l'analyse se concentre sur les investissements dans de nouveaux actifs physiques, deux valeurs du total des IDE peuvent être établies pour chaque pays :

- › **l'IDE entrant:** Investissement en fonds propres dans de nouveaux actifs physiques et dans l'acquisition d'actifs physiques et financiers existants dans le pays bénéficiaire.
- › **l'IDE ajusté:** IDE entrant, tel que déclaré, moins la valeur des achats internationaux effectués dans le pays bénéficiaire, plus la valeur des ventes internationales effectuées dans le pays bénéficiaire résultant de fusions et d'acquisitions.

Des données sur l'IDE entrant sont disponibles par secteur. Ce n'est en revanche pas le cas pour les fusions et les acquisitions. En conséquence, les estimations de l'IDE pour certains secteurs ou certaines régions se situent en deçà ou au-delà de l'investissement dans de nouvelles installations physiques.

Investissement privé: Dépenses engagées par les institutions financières et les sociétés, à l'exclusion des investissements du secteur public et de la R&D (qu'ils soient financés par des entreprises ou des administrations publiques).

Investissement privé dans l'énergie: Dépenses consacrées aux infrastructures énergétiques (production, transport et distribution de combustibles fossiles, d'électricité et de gaz naturel) qui ont atteint la clôture financière et servent directement ou indirectement le public. Les biens meubles et les petits projets, tels que les panneaux solaires domestiques, sont exclus.

Limites de l'adaptation: L'adaptation peut réduire considérablement les effets négatifs du changement climatique, mais ne peut les éliminer.

Maladaptation: Mesures prises qui ont tendance à accentuer la vulnérabilité au changement climatique, contrairement à l'intention initiale.

Matrice de comptabilité sociale (MCS): Moyen de présenter le système de comptabilité nationale dans une matrice qui décrit les liens entre un tableau des ressources et des emplois et les comptes du secteur institutionnel. L'accent généralement mis par une MCS sur le rôle des personnes dans l'économie peut se traduire, entre autres, par des ventilations supplémentaires du secteur des ménages et une représentation désagrégée des marchés du travail (c'est-à-dire en distinguant différentes catégories de personnes employées).

Ménages: Petits groupes de personnes qui partagent un même espace de vie, mettent en commun tout ou partie de leurs revenus et de leur patrimoine et consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement le logement et l'alimentation. Les ménages sont responsables de 15 à 35 % du total des investissements mondiaux, dont l'ensemble est supposé provenir de sources nationales. Toutefois, les transferts de fonds effectués par les membres de la famille travaillant à l'étranger sont importants pour certains pays et contribuent à financer les investissements des ménages dans les pays bénéficiaires.

Modèle de circulation générale: Modélisation numérique des processus physiques survenant dans l'atmosphère, les océans, la cryosphère et sur les terres émergées. Il s'agit là des outils les plus avancés dont on dispose actuellement pour simuler la réponse du système climatique mondial à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre (GES).

Net: Terme couramment utilisé pour désigner les valeurs après déduction de la consommation de capital immobilisé (par exemple, « stock de capital net » ou « produit intérieur net »). L'ensemble des principaux éléments d'équilibre figurant dans les comptes, depuis la valeur ajoutée jusqu'à l'épargne, peuvent être comptabilisés en brut ou en net. Il convient toutefois de noter que le terme « net » peut être utilisé dans différents contextes dans les comptes nationaux, par exemple « revenu net provenant de l'étranger » qui correspond à la différence entre deux flux de revenus.

Parité de pouvoir d'achat (PPA): Le nombre d'unités monétaires nécessaires pour acheter des biens équivalents à ce qui peut être acheté avec une unité monétaire du pays de référence ou avec une unité monétaire commune à un groupe de pays. La PPA peut être calculée sur l'ensemble du PIB, mais également à divers niveaux d'agrégation, comme la formation de capital.

Pertes de transmission et de distribution (T&D): Pertes électriques causées par la transmission et la distribution. Ces pertes concernent à la fois les pertes techniques, telles que les pertes sur les lignes de transmission, et les pertes non techniques, telles que le vol. Les services publics de distribution essaient généralement de minimiser les pertes non techniques, mais certains services publics gouvernementaux peuvent tolérer les pertes non techniques dans le cadre d'une politique socioéconomique, c'est-à-dire pour fournir de l'électricité aux groupes à faibles revenus.

Prêts: Actifs financiers créés lorsque les créanciers prêtent directement à des débiteurs des fonds qui sont attestés par des documents non négociables.

Produit intérieur brut (PIB): Somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de production, plus toutes les taxes, moins les subventions sur les produits. Le PIB est calculé sans déduction de la dépréciation des actifs fabriqués ou de l'épuisement et de la dégradation des ressources naturelles.

Rénovations ou agrandissements importants (d'actifs immobilisés): Activités qui augmentent les performances ou la capacité des actifs immobilisés existants ou qui prolongent de manière significative leur durée de vie utile initialement prévue et qui sont donc classées comme faisant partie intégrante de la formation brute de capital fixe. La décision de rénover, de reconstruire ou d'agrandir un actif immobilisé est une décision d'investissement délibérée qui peut être prise à tout moment et qui n'est pas dictée par l'état de l'actif.

Réserves de change (réserves totales): L'or monétaire, les droits de tirage spéciaux, les positions de réserve auprès du Fonds monétaire international (FMI) et les avoirs en devises étrangères sous le contrôle des autorités monétaires. La composante or de ces réserves est évaluée à la fin de l'année, au prix de Londres. Les données doivent être exprimées en dollar américain (USD), selon le taux actuel.

Ressources en eau: Aquifères et autres réserves d'eau souterraine, dans la mesure où leur rareté conduit à l'application de droits de propriété et/ou d'utilisation, à une évaluation marchande et à certaines mesures de contrôle économique.

Revenu national brut (RNB): Le PIB moins le net des impôts perçus sur la production et les importations, moins la rémunération des salariés et les revenus immobiliers à payer au reste du monde, plus les éléments correspondants à recevoir du reste du monde. Une autre approche pour mesurer le RNB aux prix du marché consiste à calculer la valeur agrégée des soldes des revenus primaires bruts de tous les secteurs. (Il est à noter que le RNB est identique au produit national brut (PNB) tel qu'il était précédemment et généralement utilisé dans les comptes nationaux).

Scénario de référence ou scénario « tendanciel » (maintien du statu quo [MSQ]): Mesure ou fait standard auxquels d'autres mesures ou faits sont comparés. Un scénario de référence suppose qu'aucune nouvelle mesure supplémentaire n'est prise pour lutter contre le changement climatique.

Scénarios relatifs au changement climatique: Descriptions logiques, intrinsèquement cohérentes et plausibles de situations futures, compte tenu de certaines hypothèses sur la croissance des émissions de GES et d'autres facteurs susceptibles d'influencer le climat à l'avenir. D'après le Programme britannique sur les incidences sur le climat (UKCIP), les incertitudes associées à la modélisation des scénarios climatiques futurs ont été subdivisées par le Centre Hadley pour la recherche et la prévision climatique (Met Office du Royaume-Uni), en trois grandes catégories: (1) l'incertitude relative aux émissions; (2) la variabilité climatique naturelle; et (3) l'incertitude relative à la modélisation.

Secteur économique: L'économie peut être subdivisée en secteurs qui partagent des produits et des services identiques ou connexes. Dix secteurs économiques sont identifiés dans les compatibilités nationales.

1. L'agriculture, la chasse, la foresterie et la pêche
2. L'exploitation minière et l'exploitation de carrière
3. La fabrication
4. L'approvisionnement en électricité, gaz et eau
5. Les transports, le stockage et les communications
6. L'intermédiation financière, l'immobilier, la location et les activités commerciales
7. La construction
8. Le commerce de gros et de détail, la réparation de véhicules automobiles, etc., les hôtels et les restaurants
9. L'administration publique et la défense, la sécurité sociale obligatoire
10. L'éducation, la santé et le travail social; autres services communautaires, sociaux et personnels.

Il convient de noter que les 10 secteurs économiques pour lesquels des données relatives à la formation brute de capital fixe (FBCF) et à l'investissement direct étranger (IDE) sont disponibles ne correspondent pas toujours aux secteurs utilisés pour les études d'atténuation et d'adaptation. L'agriculture et la foresterie, par exemple, sont analysées séparément dans le présent document, mais font partie du même secteur économique pour les calculs des données relatives à la FBCF et à l'IDE.

Secteurs émetteurs: Le Groupe de travail III au quatrième Rapport d'évaluation du GIEC (RE4) (GIEC, 2007c) a déterminé huit principaux secteurs émetteurs de GES (avec leur contribution relative en pourcentage aux émissions mondiales).

1. L'approvisionnement en électricité 21% (englobe la production, le transport et la distribution)
2. L'agriculture 14.0%
3. Le transport 13.0%
4. Le bâtiment 8.0%
5. L'approvisionnement en combustibles fossiles 5.0%
6. Les déchets 3.0%
7. L'industrie 19.0%
8. La foresterie 17.0%

Secteur industriel: Groupe d'établissements ou d'entreprises engagés dans des activités de production identiques ou similaires. Remarque: le raffinage du pétrole est inclus dans l'approvisionnement énergétique, les émissions associées à la production d'électricité sont donc rattachées au secteur de l'approvisionnement en énergie. En ce qui concerne le secteur industriel à l'échelle mondiale, le principal mécanisme de régulation requis consiste à garantir que les possibilités de réduction des émissions de CO₂ soient envisagées par le secteur industriel, notamment par une incitation financière stable à investir dans des technologies à faibles émissions de GES, comme le prix du CO₂.

Sensibilité: Degré auquel un système est affecté, de manière favorable ou défavorable, par la variabilité ou le changement climatiques. L'effet peut être direct (par ex., une modification du rendement des cultures en réponse à une modification de la moyenne, de l'amplitude ou de la variabilité des températures) ou indirect (par ex., les dommages causés par une augmentation de la fréquence des inondations côtières due à l'élévation du niveau de la mer) (RE4 du GIEC, 2007).

Société: Entité juridique créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché et pouvant être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Une société est détenue collectivement par des actionnaires qui ont le pouvoir de nommer des directeurs responsables de sa gestion générale.

Sociétés financières: Sociétés ou quasi-sociétés résidentes, exerçant principalement l'intermédiation financière ou des activités financières auxiliaires étroitement liées à l'intermédiation financière. Par exemple, les banques et les compagnies d'assurance qui fournissent des services financiers à des sociétés non financières, aux ménages et aux administrations. Elles représentent généralement 1 à 7 % des investissements dans des actifs physiques neufs.

Sociétés non financières: Sociétés dont l'activité principale est la production de biens marchands (tels que les combustibles fossiles) ou de services non financiers (tels que les services de communication). Elles ont besoin d'installations physiques, telles que des bâtiments commerciaux, des usines et des installations de télécommunications, pour fournir les biens et les services qu'elles proposent.

Stock de capital (brut): Valeur de tous les actifs immobilisés encore utilisés au prix d'achat actuel ou estimé d'actifs neufs du même type, indépendamment de l'âge des actifs.

Stock de capital (net): Somme des valeurs après amortissement (valeurs dépréciées) de tous les actifs immobilisés encore en usage. Le stock de capital net peut également être décrit comme étant la différence entre le stock de capital brut et la consommation de capital immobilisé.

Subventions: Paiements actuels sans contrepartie que des entités administratives, y compris des administrations non résidentes, versent aux entreprises en fonction du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou valeurs des biens ou services qu'elles produisent, vendent ou importent. Les subventions sont introduites pour des raisons sociales, économiques ou environnementales spécifiques, par exemple pour fournir une énergie abordable aux groupes à faibles revenus, pour stimuler la R&D des technologies énergétiques ou pour réduire la pollution en promouvant les énergies renouvelables.

Subventions énergétiques: Toute mesure gouvernementale qui concerne principalement le secteur de l'énergie, et qui abaisse le coût de production énergétique, augmente le prix perçu par les producteurs d'énergie ou réduit le prix payé par les consommateurs d'énergie (Agence internationale de l'énergie, 1999).

Système de comptabilité nationale (SCN): Ensemble cohérent, homogène et intégré de comptes macroéconomiques, de bilans et de tableaux basés sur un ensemble de concepts, définitions, classifications et règles comptables convenus au niveau international.

Terres cultivées: Terres sur lesquelles une production agricole ou horticole est réalisée à des fins commerciales ou de subsistance, y compris, en principe, les terres arborées, les vergers et les vignobles.

Valeur ajoutée (brute): La valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire, soit une mesure de la contribution au PIB effectuée par un producteur individuel, une industrie ou un secteur. La valeur ajoutée brute est la source à partir de laquelle les revenus primaires du SCN sont générés et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.

Valeur ajoutée (nette): La valeur de la production moins les valeurs de la consommation intermédiaire et de la consommation de capital fixe.

Vulnérabilité: Degré auquel un système est sensible aux effets néfastes du changement climatique, y compris la variabilité et les extrêmes climatiques, et incapable d'y faire face. La vulnérabilité est fonction de la nature, de l'ampleur et de la vitesse du changement et des variations climatiques auxquels un système est exposé, de sa sensibilité et de sa capacité d'adaptation (RE4 du GIEC, 2007).



Programme des Nations Unies pour le développement
304 East 45th Street, New York, NY 10017

www.undp.org/fr
[@UNDP](https://twitter.com/UNDP)
climatepromise.undp.org/fr
[@UNDPplanet](https://twitter.com/UNDPplanet)